

SESSION DU 28 MARS 2024

VCEU du groupe L'écologie ensemble relatif à la crise agricole

Exposé des motifs :

En janvier dernier, une large partie du monde agricole s'est mobilisée pour dénoncer des conditions de travail et de rémunération indignes. Ces revendications ne sont pas nouvelles et la colère légitime qui s'est exprimée jusqu'au Salon de l'Agriculture montre un besoin profond de reconnaissance et la volonté d'un changement de modèle agricole et alimentaire.

Pourtant confronté à des défis immenses, comme le renouvellement des générations, la relocalisation de notre alimentation, la lutte contre le dérèglement climatique et l'adaptation à ses conséquences ou la préservation de la biodiversité, l'agriculture française et européenne a souffert d'années d'obsession pour un modèle productiviste aujourd'hui à bout de souffle.

Si la prise de conscience des difficultés est réelle, les discussions menées doivent aboutir sur du concret et marquer la fin de l'agrobusiness pour donner enfin le cap vers une agriculture plus durable, rémunérant chaque agricultrice et chaque agriculteur plus justement.

4ème région agricole en France et la 3ème en matière de pêche professionnelle maritime, les Pays de la Loire sont particulièrement concernés par ces enjeux. Si la Région a un rôle à jouer à travers sa politique agricole et alimentaire, les prochaines décisions prises aux échelles françaises et européennes seront déterminantes.

Alors que le très attendu projet de loi d'orientation et d'avenir agricole doit être très prochainement présenté en Conseil des ministres, le Conseil régional, réuni en session plénière le jeudi 28 mars 2024, en soutien à la mobilisation du monde agricole et à ses revendications, demande au Gouvernement :

-de mieux encadrer les marges de la grande distribution et des industriels pour rémunérer mieux et plus justement les agriculteurs et agricultrices, et de travailler à l'instauration d'un niveau plancher de prix d'achats des matières premières agricoles aux producteurs et productrices.

-de sortir l'agriculture des nouveaux accords de libre-échange.

-d'engager une révision du Plan Stratégique National de la Politique Agricole Commune (PAC) et de travailler à une future PAC plus durable et plus juste.

-d'augmenter massivement les moyens techniques et financiers pour accompagner le monde agricole dans la transition agroécologique.

-d'étudier une révision des règles de la commande publique de manière à favoriser les achats locaux et responsables dans les cantines des collectivités locales, dont celles des lycées.



**Solène MESNAGER, conseillère régionale
et l'ensemble des élu.e.s L'écologie ensemble**